

Martine Aubry : « Ne réduisons pas l'existence à la consommation »

LE MONDE | 10.12.2014 à 09h02 • Mis à jour le 10.12.2014 à 13h10 | Par Martine Aubry (Maire de Lille)



La maire PS de Lille craint notamment pour l'activité des petits commerçants si le travail le dimanche est assoupli.
AFP/PHILIPPE HUGUEN

Par Martine Aubry (maire PS de Lille)

[Le projet de loi pour l'ouverture des commerces le dimanche va entrer en discussion au Parlement \(les-decodeurs/article/2014/12/08/travail-du-dimanche-autocars-professions-reglementees-qu-y-a-t-il-dans-la-loi-macron_4536498_4355770.html\)](#) . Ce n'est pas une réforme subalterne, c'est un moment de vérité autour de la seule question qui vaille : dans quelle société voulons-nous vivre ?

Veut-on faire de la consommation – encore plus qu'aujourd'hui – l'alpha et l'oméga de notre société ? La gauche n'a-t-elle désormais à proposer comme organisation de la vie que la promenade du dimanche au centre commercial et l'accumulation de biens de grande consommation ?

Le dimanche doit être un temps réservé pour soi et pour les autres. C'est un moment précieux qui doit être consacré à la famille et aux amis, à la vie associative, à la culture et au sport... Valorisons l'être, plutôt que le tout avoir. Gardons du temps pour penser, respirer et vivre.

D'ores et déjà, 5 millions de Français travaillent habituellement le dimanche, et 3 millions occasionnellement. Leur fonction est nécessaire à la vie collective : la sécurité, les transports, la santé..., sans oublier les magasins alimentaires...

Les arguments économiques de ceux qui sont favorables à une plus grande libéralisation du travail le dimanche ne résistent pas à l'analyse. Le commerce est affaire de revenu disponible. Celui-ci étant limité, l'élargissement des jours d'ouverture procédera à une simple réaffectation des achats dans la semaine. Les zones de tourisme international font seules exception, et méritent une approche particulière, car elles peuvent apporter du pouvoir d'achat supplémentaire, et donc créer des emplois. Encore faut-il que l'approche soit limitée et partagée par les maires concernés.

Dégradation

Par ailleurs, les petits commerçants, si importants pour le dynamisme de nos centres-villes comme de nos quartiers, déjà en butte à la concurrence des zones commerciales et de l'e-commerce, qui souffrent aujourd'hui de la crise économique, seront nombreux à ne pas résister face à l'ouverture

le dimanche. Des dizaines de milliers d'emplois seront détruits, sans compter la dégradation des conditions de vie pour ceux qui survivront.

Le volontariat est mis en avant, pour récuser toute régression sociale. Croire que les salariés vont de gaieté de cœur travailler le dimanche, en décalage avec la vie de la société, sous prétexte qu'ils n'ont pas d'emploi ou un salaire majoré, montre une profonde méconnaissance de la réalité. En période de chômage de masse, on ne refuse pas de travailler aux horaires que demande l'employeur. L'ensemble des syndicats sont aujourd'hui à l'unisson opposés à ce projet. Il faut les entendre. Inutile autrement de parler de démocratie sociale.

Enfin, sur un sujet qui touche à l'organisation du temps dans la société, à la façon dont nous voulons vivre ensemble, ce ne sont pas les sondages qui doivent servir de boussole. Les Français dans leur majorité veulent sans doute pouvoir commercer, y compris le dimanche, mais une majorité encore plus grande d'entre eux ne veulent pas être contraints de travailler le dimanche. La politique, c'est bien de dire, au regard de nos valeurs et du sens que nous leur donnons, dans quelle société l'on veut vivre et non de se laisser guider par les études d'opinions.

Je me suis toujours engagée pour un dimanche réservé à la vie : vie personnelle, vie collective. Aujourd'hui, je suis fermement opposée au passage de 5 à 12 dimanches ouverts par an.

Je combattrai cette régression pour notre société au niveau national, comme dans ma ville.